



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

La révolte paysanne est en marche!

Uniterre appelle les producteurs à grêver ou à participer

La situation dans le monde paysan est extrêmement difficile, et cela particulièrement dans la filière laitière. Depuis la libéralisation totale des contingents laitiers, les prix ont chuté d'environ 25% en l'espace d'une année. Le prix du lait industriel est passé de 0.76 Fr/kg à environ 0.55 Fr/kg aujourd'hui. Les coûts de production n'ont par contre pas évolué. Ils se situent entre 0.98 Fr/kg et 1.17 Fr/kg. Les producteurs sont donc loin d'obtenir un prix du lait équitable.

En Europe, la situation n'est guère plus réjouissante. Les prix du lait n'ont jamais été aussi bas. Ils se situent entre 18 et 22 cts d'euro/kg alors qu'ils devraient atteindre plus de 40 cts d'euro. La révolte des producteurs de lait européens a donc commencé le 10 septembre en France. Aujourd'hui 50% des producteurs en France ne livrent plus leur lait. L'action fait tache d'huile en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en Italie, au Pays-Bas, au Luxembourg et en Espagne. Chaque jour, le mouvement monte en puissance.

En Suisse, 300 producteurs se sont retrouvés le 14 septembre et ont décidé de lancer une «révolte paysanne» pour:

- Obtenir à terme un prix du lait à 1.-/l qui couvre les coûts de production (et 1.-/kg de blé?!).
- Exiger de l'industrie laitière qu'elle communique de manière transparente les quantités de lait dont elle a besoin pour l'année.
- Obtenir une base légale qui permettrait aux producteurs exclusivement d'obtenir la force obligatoire dans le but de gérer les quantités en vue d'atteindre un prix qui couvre les coûts de production et pour garantir une répartition de la production sur l'ensemble du territoire.

Depuis, les actions collectives de révolte



Un 14 septembre 2009 à Palézieux. Les interventions se succèdent pour appeler à la révolte.

paysanne n'ont cessé de se multiplier. Les producteurs de lait d'industrie ont été soutenus dans leurs actions par des producteurs de fromage, des céréaliers, des producteurs de viande etc.

En grand bravo et merci pour cette solidarité transversale.

A Aigle, Lausanne, Genève, Yverdon, Monthey, Morges, Châtel St Denis, Oron ou ailleurs, des actions et des ventes de lait ont été effectuées. L'accueil de la population est très positif!

Nous sommes en contacts permanent avec l'Europeanmilkboard, la coordination européenne via campesina et nos collègues alémaniques. Nous encourageons tous les producteurs, toute production confondue, de participer à cette révolte paysanne qui vient du coeur de la terre! Le mouvement

de grève doit s'amplifier, nous appelons tous les producteurs à le rejoindre. Ou pour les autres, avec les moyens que vous avez à disposition, vous pouvez agir solidairement: manifestations locales, assemblées villageoises, ventes de lait équitable à la ferme ou dans les villes (des étiquettes sont à disposition au secrétariat), restriction des livraisons de lait, actions médiatiques non violentes, adhésion au mouvement EMB etc. Unis c'est possible!

Quant aux consommateurs, nous les appelons à venir dans les fermes acheter du lait! Au prix actuel on peut se demander s'il vaut encore la peine de le livrer à l'industrie. Tout lait acheté chez le paysan ne sera pas jeté! N'hésitez pas aussi à interpeller les politiques et les gérants des magasins quant aux prix scandaleux qui sont imposés aux producteurs.



Révolte

En image

Page 2



Peuples indigènes

projet honteux

Page 3



Paiements directs

Un rapport douteux

Pages 4-5



Souveraineté alimentaire

Les news

Page 8

MARCHÉ LAITIER

Tour d'horizon de la situation et des actions dans l'Europe laitière...

Nous faisons ci-dessous un reflet de type photo-reportage des différentes actions en Suisse et en Europe, sans être exhaustifs.



14 septembre 2009, en préambule de l'assemblée des producteurs, le tank à lait d'Eric Ramseyer est vidé. «Au prix imposé par les acheteurs, est-ce encore raisonnable de couler son lait?»



15 septembre: La révolte paysanne s'affiche dans les campagne!



15 septembre: la société de laiterie de Bérulle est en grève



16 septembre: vente de lait équitable à la Palud.



16 septembre: défilé de 100 tracteurs à Aigle.



16 septembre: parmi les actions fortes en Europe, la spectaculaire action des Belges, 3 millions de litres de lait déversés dans les champs.



18 septembre, 120 tracteurs du nord-vaudois rejoignent Yverdon.

CLIMAT

Les peuples indigènes victimes

La lutte du peuple Wayuu pour préserver leur terre s'intègre dans celle - mondiale - contre une croissance et une industrialisation sans limite, qui détruit les campagnes et chasse leurs habitants un peu partout, mettant aujourd'hui en péril l'équilibre du climat et l'ensemble des écosystèmes. Par conséquent, lors de son séjour en Suisse Karmen Ramirez Boscan a rejoint la campagne de la Coordination Climat à Genève. Celle-ci cherche à mobiliser l'opinion publique avant le sommet de l'OMC à Genève et celui sur le climat à Copenhague, agendés pour fin 2009, pour exiger des politiques à la hauteur de la menace. Dans ce cadre, elle participe à divers évènements pendant la semaine du 10 au 17 octobre pour marquer la journée internationale des peuples indigènes et celle de l'alimentation, et à la mobilisation contre l'OMC (manifestation et ateliers du 28-29 novembre).

Karmen, peux-tu d'abord te présenter, ainsi que les organisations que tu représentes en Suisse?

Mon nom traditionnel est Wayunkerra Epinayu. Je travaille actuellement avec ma communauté locale ainsi que l'organisation de femmes autochtones de mon peuple wayuu «Suitsun Jiyeyuu wayuu» (Force des Femmes wayuu). Je collabore également avec différents réseaux au niveau national et international: l'Organisation Nationale Indigène de Colombie (ONIC), la Coordination Andine des Organisations Indigènes (CAOI), le réseau de femmes pour la biodiversité et le «portail indigène».

Peux-tu nous donner une idée du territoire et de la situation du peuple wayuu auquel tu appartiens?

Les Wayuus constituent le peuple autochtone le plus important de Colombie. Nous vivons des deux côtés de la frontière, entre la Colombie et le Venezuela, sur la Péninsule de la Guajira. Les deux Constitutions nous reconnaissent le droit à la double nationalité. L'étendue de notre territoire est grande et est constituée de 18 réserves - territoires reconnus aux indigènes ou afro descendants en Colombie-, qui bénéficient d'une certaine protection juridique. Cela signifie que nous pouvons y appliquer nos us et coutumes. Mais cette reconnaissance ne vaut que sur le papier; en pratique elle n'est pas appliquée...

Il y a trois aires protégées sur notre territoire, considérées comme des parcs nationaux. A cause de la militarisation de notre territoire, il y a aussi une grande quantité de wayuus qui ont dû se déplacer dans les zones urbaines à partir de 2000.

Quels sont les enjeux actuels généraux pour ton peuple?

Malgré les 18 «réserves» et les aires protégées- qui ne sont d'ailleurs pas contrôlées par les wayuu-, l'ensemble du territoire n'est pas sous contrôle du peuple wayuu. Ceci pour la simple raison que huit «méga projets» se sont installés sur nos terres. Tous en relation avec l'extraction de ressources naturelles et la production énergétique.

Quels sont ces mégaprojets?

Le plus grand et le plus ancien est la mine de charbon à ciel ouvert la plus importante du monde, appelée «El

Correjon». Ce complexe est composé non seulement de la zone d'exploitation, mais aussi de lignes de chemin de fer et d'un port pour l'exportation vers les Etats-Unis et l'Europe. Il est essentiel de mentionner ici que ce complexe est en main de multinationales: BHP Billington, (britannique); Xstrata et Glencore (helvétiques) et Angloamerican (australien). L'Etat colombien vient de concéder à ce consortium l'exploitation de ces gisements pour 34 ans de plus, en l'absence totale de participation autochtone; car ce n'est pas seulement le territoire du peuple wayuu qui est affecté, mais également celui des peuples Wiwa, Kogui et Aruacos de la Sierra Nevada de Santa Marta, qui vivent également dans la région de la Guajira.

Cette exploitation a créé toute une série d'impacts. Là où arrive un véhicule de la mine, commencent les conflits; la ligne de chemin de fer exclusive a divisé en deux le territoire wayuu. Par ailleurs, l'impact sur l'environnement va au delà de notre territoire puisque l'exploitation du charbon est un grand producteur de gaz à effet de serre; le transport de charbon de la mine jusqu'au port d'exportation se fait sans la moindre protection, et tout le territoire wayuu est affecté, en particulier sous forme de poussière de charbon, la «carbonilla» qui recouvre tout. Il y a bien sûr d'autres projets, mais ce qui est important, c'est qu'ils sont tous liés à un titre ou à un autre à cette grande pieuvre qu'est le «Correjon».

Un complexe touristique est en projet dans le lieu le plus spirituel des wayuus, Jepirra, - en espagnol le «Cabo de la Vela»- le lieu où vont les âmes des morts; des grandes entreprises cherchent à s'en approprier la gestion touristique, alors qu'actuellement le territoire appartient à des familles wayuus. A cela s'ajoute le barrage sur le seul cours d'eau sur territoire colombien, alors que la région est très sèche - désertique. Il a également généré une grande résistance en particulier du peuple wiwa, mais aussi des wayuus; le barrage est en construction, et les oppositions sont criminalisées sans qu'il n'y ait eu de consultations.

Citons encore le «Port Maritime Multipropósito Brisa», qui se trouve sur le territoire Wiwa, Kogui et Aruaco, en lien avec tous les autres projets, notamment celui de l'agrandissement de la route «Troncal del Caribe», qui

passé en face du port et qui fait partie de toute l'infrastructure destinée à la «libéralisation» du commerce.

Ce projet est partie intégrante de la grande stratégie de l'IIRSA (Interconnexion d'Infrastructures Régionales d'Amérique du Sud), et vise en particulier à développer les échanges commerciaux entre le Venezuela et la Colombie. Par ailleurs, l'ensemble de la région Guajira est donnée en concession pour l'exploration pétrolière à des multinationales, parmi lesquels Glencore qui possède 51% de la responsabilité de l'exploration pétrolière, gazière ou carbonifère, mer incluse. Tout cela, encore une fois, sans la moindre consultation préalable...

Le tableau se parachève avec le problème de la militarisation: depuis 2002, la Guajira est devenue l'objet d'intérêt de forces armées gouvernementales ou non; l'intention du gouvernement colombien, d'établir une base militaire dans la Guajira, est ressentie comme une provocation par le Venezuela. L'intérêt géostratégique du territoire pour tous les trafics, drogues, armes, a également favorisé l'arrivée des paramilitaires, avec comme conséquences, le déplacement des wayuu hors du territoire, dans les villes; il n'y a pas d'étude officielle de ces déplacements forcés, le gouvernement se contentant de les justifier par le «nomadisme traditionnel» des wayuu!

Un de ces projets, le parc éolien, est particulièrement lié à la thématique des débats internationaux sur le climat ...

C'est le «parc éolien Jepirracchi», qui est inclus dans le protocole de Kyoto comme projet de développement propre contre le réchauffement climatique: la Guajira a les meilleurs vents d'Amérique du Sud. Alors que pour nous les vents sont vivants et doivent être respectés. Ce projet se fait avec des capitaux européens, surtout allemands et hollandais: l'Etat colombien, avec le soutien financier de la Banque Mondiale a implanté ce projet «propre» par le biais des entreprises publiques de Medellin. Mais à termes, il est probable que l'entreprise soit vendue à des acteurs privés, comme ce fut le cas de Ecopetrol (l'entreprise nationale pétrolière) de qui Glencore et Xstrata ont acheté le 51% des actions... L'énergie produite par ce parc éolien ne sert ni aux communautés, ni aux centres urbains les plus proches, mais est vendue par une banque énergétique

qui la revend conjointement avec celle des barrages. Cette énergie sert finalement au port d'exportation de charbon!

Qu'un processus de développement propre qui devrait contribuer à diminuer les impacts du changement climatique produise de l'énergie pour un port d'exploitation de charbon, qui lui, tout au long de l'exploitation, du transport et de l'exportation, produit des gaz à effet de serre, c'est pour le moins contradictoire! En plus, ce projet bénéficie de «crédits carbone» payés par des pays parmi les grands utilisateurs d'énergie comme la Suisse, l'Allemagne, etc.; ce qui permet à l'entreprise d'être exemptée d'impôts sur l'importation, l'exportation et le transport!

Comment avez-vous prévu de réagir à cela?

Le consortium du «Correjon» s'est établi bien avant que la Colombie n'approuve la Convention 169 du BIT. Une de nos revendications en tant que «Force des femmes Wayuu» et d'une partie des communautés, est que le «Correjon» fasse une large consultation des personnes concernées. Aujourd'hui, malgré tout ce qui s'est passé nous souffrons du manque d'informations; nous savons qu'ils veulent construire une autre voie ferrée, ce qui va impliquer non seulement le vol d'autres territoires wayuu, mais également beaucoup plus de pollution... En ce qui concerne la pollution par le charbon, nous aimerions une enquête neutre, par une organisation qui ne fasse pas partie du complexe Correjon, nous demandons la formation d'un groupe d'experts indépendants.

Par rapport à ce sujet, qu'espères-tu de ta venue en Suisse, en particulier étant donné que Glencore et Xstrata ont leur siège à Zoug?

En particulier deux choses: rencontrer les actionnaires pour les questionner sur les impacts qu'ils génèrent chez nous, et aussi obtenir une réunion formelle avec les dirigeants de Glencore pour savoir pourquoi ils n'ont jamais réalisé de consultation transparente avec le peuple wayuu. Et enfin faire pression sur Glencore pour qu'elle reçoive une délégation «wayuu».

Propos recueillis par Alain Cassani
www.minkandina.org
www.indigenportal.com

PAIEMENTS DIRECTS

Un rapport qui ne manque pas d'air

Le 6 mai 2009, le Conseil fédéral, sous la plume de l'OFAG, a rendu un rapport de 185 pages sur le développement du système des paiements directs en réponse à la motion du 10 novembre 2006 de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats.

Rarement on a vu un document signé par l'autorité politique de notre pays empreint d'autant d'imprécisions, de contradictions, d'aveuglement et d'arrogance. Pour donner suite à ce dossier, le Conseil fédéral envisage de présenter, dans un message, l'aménagement concret de ces instruments ainsi que le montant exact des paiements directs et la répartition des moyens financiers. Ceci en même temps que les résultats des négociations en matière de politique commerciale extérieure et/ou qu'un arrêté fédéral sur l'enveloppe financière pour la période allant de 2014 à 2017.

Nous ne pouvons en aucun cas accepter que ce rapport honteux serve de référence à une réforme agricole ou à refonder le système des paiements directs. Il faut qu'il soit renvoyé dans son ensemble à son expéditeur. Toutes les organisations agricoles doivent se montrer extrêmement fermes dans le rejet de ce rapport indigne.

Revenu agricole

Le chapitre du rapport consacré à la garantie du revenu est tout simplement scandaleux. Il reconnaît d'abord les différentes obligations légales. Ce qui à la lumière de la réalité économique du secteur ne manque pas de piment. Ainsi selon la Constitution fédérale (art. 104) la garantie du revenu est un des objectifs essentiels de la politique agricole. La loi sur l'agriculture art. 2, al. 1, let. c, énonce que la Confédération doit veiller à ce que l'évolution du secteur agricole soit supportable sur le plan social. L'article 5 mentionne explicitement à propos du revenu:

«1. Les mesures prévues dans la présente loi ont pour objectif de permettre aux exploitations remplissant les critères de durabilité et de performance économique de réaliser, en moyenne pluriannuelle, un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques de la même région.

2. Si les revenus sont très inférieurs au niveau comparable, le Conseil fédéral prend des mesures temporaires visant à améliorer la situation du revenu.

3. Il convient de prendre en considération les autres branches de l'économie et la situation économique de la population non paysanne, ainsi que la situation financière de la Confédération.».

Nous sommes en droit de supposer que l'OFAG connaisse la situation des agriculteurs en Suisse. En moyenne le revenu des agriculteurs se situe à

40% en dessous de la moyenne de la population suisse. Pour l'OFAG et le ministère ce n'est assurément pas suffisamment bas pour prendre des mesures, tout au contraire. Les conditions-cadres de la politique agricole ont des effets immédiats et directs sur les conditions de vie des familles paysannes. Les agriculteurs ont investi leur fortune dans leur exploitation agricole et/ou leur formation dans la perspective d'exercer une activité dans l'agriculture. De par la loi, la Confédération doit donc assumer une responsabilité sociale envers les familles paysannes, dicit le rapport. Que pensent l'OFAG et le Conseil fédéral aujourd'hui de cette obligation liée au revenu? Tout en reconnaissant que la fourniture à long terme des prestations d'intérêt général est menacée si les exploitations ne peuvent plus opérer les «investissements nécessaires au maintien du capital et à leur développement futur», l'OFAG «... voit mal pourquoi les exploitations performantes ne peuvent opérer les investissements nécessaires que dans la mesure où le revenu correspond exactement au salaire comparatif».

Selon le rapport, le revenu joue un rôle dans l'attrait du secteur agricole pour les personnes employées dans celui-ci. Une agriculture attractive semble inconciliable avec la vision de nos fonctionnaires et de nos gouvernants. Ainsi le rapport continue «...le revenu pour lequel des personnes sont disposées à travailler dans l'agriculture ne correspond pas nécessairement au salaire comparatif. Comme chacun sait, les paysans et paysannes sont prêts à accepter un revenu plus bas, comparés au reste de la population...» Parmi les raisons évoquées, le rapport énumère «les avantages non monétaires liés à l'activité agricole comme l'autonomie, le travail dans la nature et avec les animaux ou l'unité du lieu de travail et du domicile familial, ce qui explique que les agriculteurs sont prêts à renoncer à des avantages pécuniaires».

Le rapport poursuit «qu'orienter la politique agricole sur cet objectif de la garantie de revenu comparable ne conduit pas à long terme à une progression des revenus des entreprises individuelles ou à davantage de prestations fournies, mais à une augmentation du nombre des personnes travaillant dans le secteur agricole et à une diminution de la taille des exploitations». «L'objectif devrait s'orienter non pas sur le revenu moyen dans les autres secteurs de l'économie, mais sur le revenu pour lequel des personnes sont disposées à travailler

dans l'agriculture». «L'objectif visé consiste à garder constant, dans le temps, l'écart de revenu par rapport au reste de la population».

Il est intolérable que l'autorité de notre pays, en dépit de toute éthique sociale, au mépris des paysans et paysannes, producteurs de nourriture, profère de tels propos venus d'un autre âge. Ce n'est pas seulement méconnaître le mérite et le dur travail des paysans et paysannes, mais démontrer également un aveuglement choquant devant la question de la souveraineté alimentaire pourtant essentielle pour l'élaboration d'une politique agricole au service de l'intérêt général. Visiblement l'objectif de revenu ancré aujourd'hui dans la loi sur l'agriculture est une épine dans le pied de l'OFAG. Ainsi le rapport poursuit «... qu'un revenu comparable soit nécessaire pour garantir la fourniture des prestations sur le long terme ne se justifie ni sous l'angle des investissements nécessaires ni du point de vue de l'emploi». Il en va de même pour l'objectif social où le revenu paysan est comparé avec le revenu réalisé par le reste de la population. Les paysans doivent être des citoyens de deuxième zone, des bêtes de trait à la solde de la grande distribution. Et la Confédération continue de nier l'évidence sur laquelle se fonde toute politique agricole en affirmant que «le montant du revenu agricole ne se laisse guère piloter par des instruments de politique agricole, surtout à long terme, car les agriculteurs en tant qu'entrepreneurs indépendants décident eux-mêmes pour quel salaire ils sont disposés à travailler dans l'agriculture»!

Après cette attaque en règle le chapitre se termine par un aveu qui ne craint aucune contradiction: «La fourniture des prestations d'intérêt général doit être garantie à long terme. Pour ce faire, on utilisera le renouvellement du capital comme indicateur de la durabilité. Le pourcentage d'exploitations connaissant une situation économique difficile ne devrait pas augmenter en raison des changements apportés aux conditions-cadre de la politique agricole».

L'insertion dans les conditions-cadres

Un des problèmes fondamentaux est le parti pris de vouloir refonder entièrement le système de paiements au lieu de chercher à optimiser le système actuel qui a fait ses preuves selon les auteurs du rapport. L'obsession omniprésente, mais malhabilement camouflée, est

l'obstination absolue à se placer dans le peloton de tête de libéralisation agricole. L'administration semble vouloir se faire un point d'honneur d'être plus libérale que les tenants du la dérégulation eux-mêmes (OMC, Banque Mondiale, FMI). Ainsi ce rapport ignore la réalité économique et agronomique du secteur (lait, céréales, fruits, légumes, élevages), les méfaits pourtant probants du productivisme, les conditions cadres générales (crise d'une économie basée sur une croissance illimitée, climat, ressources, énergie...) ainsi que toute considération sociale.

Par rapport à l'évolution du cadre général, les prix pour les produits agricoles sur les marchés internationaux devront tendanciellement augmenter et selon l'OFAG la protection douanière en Suisse devra nécessairement continuer de baisser (Cycle de Doha à l'OMC, accord de libre-échange avec l'UE dans le secteur agroalimentaire, autres accords de libre-échange). Globalement, il y aura lieu de s'attendre à une baisse des prix à la production en Suisse, accompagné de fluctuations accrues des prix sur les marchés. La tendance internationale à la hausse des prix s'explique d'une part par un excès de demande de denrées alimentaires dû à une croissance démographique rapide et d'autre part par les possibilités limitées d'augmenter la production agricole compte tenu des ressources naturelles limitées, tels que les sols fertiles et l'eau. Compte tenu de cette évolution, le risque d'impasses d'approvisionnement va tendanciellement s'accroître au plan mondial. Ignorant toute contradiction et sans que cela suscite d'autre réflexion sur la nécessité de maintenir une production de proximité diversifiée et de qualité, le Conseil fédéral assène sans ironie que l'objectif de la sécurité de l'approvisionnement reste d'une importance cruciale pour la Suisse. Dans l'intérêt d'une agriculture productive et d'un secteur agro-alimentaire compétitif l'accent devra être mis sur la promotion des ventes en Suisse et à l'étranger... Et voilà comment le gouvernement entend s'y prendre:

Dans un exercice d'extrapolation comptable douteux l'OFAG affirme que si toutes les exploitations travaillaient avec la même efficacité que le meilleur quart des entreprises agricoles, la différence d'efficacité se chiffrerait à 1,3 milliards. D'un coup de baguette ce chiffre devient donc une valeur de référence, considérant que les prestations à long terme fournies par l'agriculture continueraient à être garanties même si le soutien accordé à l'agriculture était

PAIEMENTS DIRECTS

tronqué du montant précité. Mais ce n'est pas assez pour notre département de l'agriculture.

Le montant des fonds échangés entre le marché et les paiements directs, d'un côté, et l'agriculture, de l'autre, s'est élevé à quelque 6,2 milliards de francs (2005/07). Il se compose des recettes du marché, exprimées en termes de valeur ajoutée brute, de l'ordre de 3,7 milliards de francs, et des paiements directs d'un montant de 2,5 milliards de francs. Partant de «la valeur de référence» de l'évaluation du «potentiel d'amélioration de l'efficacité», il en résulte que le montant total requis pour la garantie à long terme des prestations d'intérêt général doit atteindre environ 4,9 milliards de francs! (6,2 mia -1,3 mia). Avec l'application de la PA 2011, le budget sera déjà grignoté de 500 millions. Il reste donc pour les auteurs du rapport un «potentiel d'amélioration de l'efficacité» d'environ 900 millions de francs à supprimer dans le budget

agricole.

Que les prix restent à un niveau élevé après la mise en œuvre de la politique agricole 2011 est cependant pour l'OFAG un scénario inconvenant compte tenu de l'orientation idéologique de la politique économique extérieure. La mise en œuvre de l'ALEA résulterait en un recul de la valeur ajoutée brute d'environ 2 milliards de francs (pour se situer donc à 1,7 milliards). La garantie de la fourniture à long terme des prestations d'intérêt public nécessiterait dans ce cas, selon l'OFAG, des paiements directs s'élevant à quelque 2,9 milliards de francs par an (ce qui ferait baisser le montant total de fonds échangés de 300 millions supplémentaires évaporés durant ce tour de passe-passe).

Tout cela veut dire que le gouvernement veut amputer le chiffre d'affaire de l'agriculture de 2,9 milliards passant de 6,2 milliards à 3,3 milliards et ceci

sans conséquences notables sur les objectifs fixés dans la Constitution et les objectifs mêmes énumérés pour la réforme des paiements directs... !

Quant aux effets de la PA 2011 et de l'ALEA sur la réalisation des objectifs le rapport reconnaît tout de même un léger problème: «Déjà la PA 2011 et, à plus forte raison, un ALEA conduisent à un recul de la culture des champs en Suisse, entraînant une baisse de la production calorifique. La réduction du soutien du fait de la PA 2011 et de l'ALEA freine l'incitation à exploiter les surfaces en plaine. Concernant le maintien d'un paysage ouvert dans les régions de montagne et d'estivage ainsi que l'occupation décentralisée du territoire, l'effet négatif du recul des prix sera compensé par l'augmentation des moyens financiers dans le cadre de la PA 2011. Par contre, l'ALEA a un effet négatif sur l'exploitation à plus haute altitude et sur l'occupation

décentralisée. La PA 2011 et l'ALEA ont également une incidence plutôt négative sur la qualité du paysage; la pression économique plus forte et l'agrandissement des structures qui s'ensuit, ainsi que la spécialisation plus poussée ont tendance à réduire la diversité du paysage».

Mais ces quelques petits détails ne sauront de toute évidence pas inciter les auteurs de ce rapport à réorienter la politique agricole vers la durabilité, en tenant compte des défis de notre temps.

Ce qui nous amène à la question concernant l'évaluation des auteurs de ce rapport totalement déraisonnable à savoir s'ils font preuve d'aveuglement idéologique machiavélique et/ou simplement de bêtise?

Rudi Berli

Pourquoi la grève du nettoyage ?

Nos 44 chevaux ont été pris au pâturage et directement conduit au concours fédéral à Pleigne, sans les nettoyer.

Pour plusieurs raisons:

- Pour dénoncer ce qui se passe avec l'agriculture et ce qui nous pendra au bout du nez si la politique du cassis de Dijon de notre Conseillère fédérale Doris Leuthard est acceptée,

- Pour la politique laitière,

- Pour des Conseillers fédéraux qui se moquent d'un secteur économique,
- Pour soutenir la manifestation paysanne de Sempach, vu qu'on pouvait pas y participer.

Abordons quelques unes de ces raisons...

Après avoir lu dans l'Agri du 14 août l'encart en première page concernant les paiements directs: «La rétribution équitable. Le Conseil fédéral donne une interprétation inédite de la notion de rétribution équitable: pourquoi aider les paysans afin qu'ils aient un salaire décent s'ils acceptent de poursuivre leurs activités malgré des revenus faibles», j'ai été choqué et révolté. En réfléchissant j'estime que cet article veut dire plusieurs choses: Les revenus faibles, on nous les a imposés en baissant de plus en plus les prix et en augmentant toutes sortes de contraintes pour qu'on s'endette. C'est un peu comme la tactique des grandes firmes pour éliminer la concurrence. Elles rendent visite à des petites entreprises, s'informent de la manière dont elles travaillent et leur offre un peu de travail. Les mandats se succèdent et un beau jour arrive le grand contrat qui nécessite une augmentation du personnel et un agrandissement de l'atelier. Une fois ces investissements faits, ils cassent les prix et la petite

entreprise n'a plus qu'à fermer boutique. N'est ce pas la même chose que l'on vit dans l'agriculture? Avec l'obligation des mises aux normes, plusieurs exploitations ont cessé leurs activités alors que d'autres ont dû s'agrandir, s'endetter et donc s'affaiblir. Les paiements directs n'ont pas été que mis en place pour compenser la baisse des prix à la production et pour que tout le monde puisse se payer à manger. C'est aussi pour lier les mains aux agriculteurs, pour qu'ils deviennent des chasseurs de primes, pour qu'ils s'entre-déchirent et se divisent. Tactique habituelle.

Mais la disparition des fermes n'a pas été assez rapide. On a donc sorti du chapeau «les quantités supplémentaires» dans le secteur laitier pour faire soi-disant face à la demande d'exportation. Mais ces quantités sont restées sur le marché suisse et l'ont engorgé cassant ainsi le prix du lait. Là aussi le jeu de la division a fonctionné. La preuve, quand ils ont vu que 80% des paysans étaient favorables à un pool laitier, ils ont utilisé toutes sortes de stratégies pour nous mettre des bâtons dans les roues.

Avec la politique du Cassis de Dijon, notre Conseillère fédérale et l'industrie voudraient réduire l'agriculture à sa portion congrue au profit des exportations industrielles tout en important plus facilement de la nourriture de n'importe où avec moins d'exigences qu'en Suisse. Cela engendrera plus de transports et de pollution.

Je me suis posé alors la question de savoir pourquoi notre ministre ne défendait plus ce secteur?

- Après son mandat au Conseil fédéral

va-t-elle s'investir dans la distribution?

- A-t-elle été achetée par certains transformateurs, distributeurs ou industriels?

- Ou, plus grave, a-t-elle l'intention de copier ce que les Chinois souhaitent faire? En Chine il y a 300 millions de personnes qui vivent dans les villes et 500 millions de petits paysans. Ils veulent inverser la donne pour que les multinationales puissent occuper des terres en prévision du fait que la nourriture vaudra à l'avenir probablement plus que le pétrole.

Nos parents nous ont donnés des outils viables, faisons de même pour nos enfants. Par respect pour nos enfants et par respect de nos ancêtres qui se sont tués au travail et qui ont sacrifié tant de choses, nous avons l'obligation de défendre les intérêts du secteur; car ceux-ci sont souvent sous-estimés par nos dirigeants. N'y a-t-il pas assez d'exemples?

- Plusieurs pays achètent hors de leurs frontières des milliers d'hectares pour subvenir à l'augmentation future de leurs populations.

- Pas plus tard qu'en 2003, lors de la

sécheresse, les Français ont bloqué leurs exportations de fourrages pendant deux semaines pour être sûrs d'en avoir assez.

- Qu'a pu faire le Conseil fédéral contre la flambée du prix du pétrole? Rien.

Même s'il n'y a plus de paysans, Au printemps l'herbe poussera En été séchera

Un éclair ou une cigarette la broutera Et le beau petit chalet au milieu de la prairie pour les touristes disparaîtra.

Vous êtes vous déjà posé la question: pourquoi en Suisse nous n'avons pas d'énormes incendies comme dans certains pays? Parce que le travail méticuleux des paysans évite l'embrasement.

Et pour conclure, ne devrait-on pas demander aux politiques d'instaurer les mêmes règles aux banquiers et à toutes les grandes firmes de transformation et de distribution que celles imposées à l'agriculture? Par exemple la limitation de revenu. On éviterait peut être de nouvelles crises et du chômage.

Marcel Buchwalder, Pleigne

La Mobilière Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

OMC: bilan et perspectives

Début juillet, l'Office fédéral de l'agriculture a organisé une grande réunion d'information, avec les «têtes» de l'administration fédérale, afin d'informer le secteur agricole de l'avancée dans les négociations internationales. A cette réunion, où plus d'une centaine de personnes des différentes organisations agricoles étaient présentes, pas grand chose de nouveau a été annoncé. Au point de se demander la raison de l'organisation d'une telle réunion à une semaine de la sortie «officielle» du rapport sur les mesures d'accompagnement pour l'accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne.

Selon Mme Ineichen, responsable des négociations pour la Suisse au sein de l'OMC, la donne multilatérale évolue quelque peu puisque l'Inde notamment, serait plus encline à signer un accord. La Suisse, quant à elle, sait qu'elle payera le prix fort dans l'agriculture et fait donc tout pour assurer ses arrières afin de trouver une solution optimale pour les biens industriels. La question des AOC-IGP est au point mort car la Suisse est un peu seule à défendre ce type de considérations. Selon ses estimations, la réunion qui aura lieu à Genève fin novembre-début décembre 2009 devrait amener à une conclusion du round de Doha en 2011. Quoiqu'il en soit, les accords de libre-échange bilatéraux se poursuivront et leur nombre augmentera ces prochaines années, notamment avec les pays asiatiques. D'après Jacques Chavaz, 90% des données concernant l'accord agricole à l'OMC sont d'ores et déjà connues. Et comme cela a été dit à plusieurs reprises, c'est la question de l'accès au marché (réduction des protections douanières) qui sera la plus dure à digérer pour l'agriculture puisque nous subirons, en cas d'accord, des baisses de protection très élevées (70%) pour une bonne part de nos produits.

Un changement de stratégie à l'OMC?

D'après nos négociateurs, il n'est pas impossible qu'après l'enlisement du round de Doha, l'OMC renonce à la pratique de négocier l'ensemble des sujets en parallèle (agriculture, industrie, services). Il est probable que des groupes de pays, intéressés à l'un ou l'autre secteur négocient ensemble.

Les représentants de l'administration confirment la nécessité de se lancer dans un accord avec l'Europe, en voici quelques raisons: l'industrie alimentaire a besoin de frontières ouvertes (pour s'approvisionner à plus bas prix et être concurrentielle), il faut agir tant sur les entraves tarifaires (droits de douanes) que les non-tarifaires (normes, prescriptions) afin d'avoir un maximum d'opportunités. Pour la viande par exemple, il faudra ouvrir le secteur

fouurrager pour être concurrentiels avec l'Europe. Quant à la libéralisation du marché des céréales fourragères, elle est impensable sans libéralisation des céréales panifiables. CQFD. C'est un démantèlement en règle du secteur.

Mesures d'accompagnement

Comme il fallait s'y attendre, les 80 mesures retenues par le groupe de travail sont, pour le moins que l'on puisse dire, hétéroclites. Ceci n'est pas surprenant puisque ce groupe a navigué à vue car aucune stratégie à long terme n'avait été élaborée au préalable. C'est comme si lors de la construction d'une maison, on commençait par mettre les volets au lieu de placer les fondations. Chaque groupe d'intérêt présent a donc fait son possible pour tirer la couverture à lui. On

«des structures moins spécialisées qu'à l'étranger. Elles sont surtout axées sur les particularités du marché suisse, ce qui a entraîné des pertes d'économie d'échelle. Mince, alors, ce que nombre de personnes envient dans le système suisse, relativement durable écologiquement, les auteurs du rapport estiment que c'est... une tare? Autre aspect regrettable du secteur agroalimentaire, selon nos experts, c'est le niveau des coûts trop élevé (salaires, normes?); il n'y a, en plus, pas assez de concurrence et la haute qualité de la production et des produits à tous les échelons de la chaîne de valeur ajoutée entraînent des coûts plus importants. Fort heureusement, pour l'instant, le groupe de travail estime qu'il faut maintenir ces critères exigeants et savoir les vendre...

Mini-ministérielle New Dehli



A Dehli, début septembre, 50'000 paysans indiens manifestaient contre l'OMC.

retrouve donc de vieux réflexes du type «lutter à armes égales» ce qui signifie en terme quelque peu crus que si les Bretons peuvent entasser des porcs dans leur porcheries industrielles, il n'y pas de raisons que nous ne puissions pas le faire. Quant à la «stratégie qualité», chère à certaines organisations, elle a été quelque peu écornée par certaines prises de position récentes de Mme Leuthard ou de M. Beda Stadler, responsable du secteur agricole au centre pour l'innovation.

Un des seuls point positif, c'est que le groupe de travail a estimé que la «Charte de la commission consultative agricole» était la base de la réflexion. Mais il faut relever que certains aspects de cette Charte ont vite été écartés (par exemple le renoncement aux OGM). Il est intéressant de noter que dans l'analyse concernant la promotion des atouts et de la compétitivité suisse, le rapport estime que la relative protection du marché suisse a fait que l'agriculture suisse se retrouve aujourd'hui avec

La Via Campesina, dont Uniterre, a envoyé à différents ministres, une série de revendications que vous trouvez sur le site d'Uniterre. Lors de cette conférence restreinte de l'OMC, plus de 50'000 paysans indiens ont manifesté contre l'OMC et le risque de conclure le round de Doha. Ceci afin de faire pression sur le gouvernement indien qui semble peu à peu fléchir sa position (en été 2008, c'est notamment l'Inde qui a permis le blocage des négociations).

La manifestation était organisée par le BKU, une organisation paysanne membre de La Via Campesina, comme Uniterre.

Il est bien triste de lire dans les colonnes du Schweizer Bauer que notre Ministre de l'économie rend compte de cette manifestation comme un acte de colère des paysans indiens contre le maintien des protections à la frontière de notre pays. A aucun moment cela n'a été dit. Mme Leuthard cherche tout simplement, et de manière inacceptable,

à diviser le mouvement international paysan.

En Inde, au Sénégal, en Bolivie et en Suisse, nous défendons en tant que membres de La Via Campesina la souveraineté alimentaire qui comporte notamment le droit à des protections à la frontière et la fin des subventions à l'exportation.

Il faut, dans la même foulée, regretter que Mme Micheline Calmy-Rey, lors du forum média nord-sud à Genève début septembre, emboîte le pas de sa collègue en dénonçant l'égoïsme des paysans des pays industrialisés et des firmes agro-alimentaires. Nous mettre dans le même panier c'est faire preuve de peu de connaissance du dossier. Cela ne peut que nous conforter dans la conviction qu'il faille prendre du temps pour expliquer la nouvelle donne à certain-e-s de nos élu-e-s; les discours tiers-mondistes et paternalistes des années 80 sont dépassés. Les ONG avec lesquelles nous travaillons l'ont compris depuis plusieurs années.

Les producteurs du sud et du nord, au sein de La Via Campesina, luttent ensemble pour un objectif commun: une agriculture paysanne de proximité, qui soit rémunératrice pour l'ensemble des personnes travaillant la terre. Une agriculture qui réponde aux attentes de notre société. Nous nous mobiliserons ensemble, les prochaines semaines sur l'OMC et l'accord de Copenhague (voir page 7). Une délégation de La Via Campesina sera présente à Genève.

Valentina Hemmeler Maïga

**Manifestation internationale
Contre l'OMC, parce
qu'un monde meilleur est
urgent!**

**Samedi 28 novembre, Place Neuve
à Genève, départ 14h00.**

**Plus d'infos dans le prochain
journal.**

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ
☎ 026 913 79 84
✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

En mémoire de Lee, la lutte continue!

Pour les paysans et les paysannes du monde, la lutte contre l'OMC est une lutte pour la vie. En effet, plus le rouleau compresseur de la libéralisation avance, plus les paysans disparaissent. En 2003, les paysans coréens faisaient partie de ceux que les politiques néolibérales frappaient le plus durement. Fortement concurrencés par les importations à bas prix, beaucoup de producteurs se sont vus dans l'impossibilité de vendre leur propre récolte. M. Lee Kyung Hae, faisait partie de ces paysans à qui le commerce international nie le droit de vivre dignement de son métier. A Cancun, il est monté sur les grilles devant l'OMC, portant un écriteau sur lequel était écrit «l'OMC tue les paysans!» Quelques instants après, on a vu du sang couler de sa poitrine. Il s'était sacrifié pour rappeler aux grands décideurs leurs responsabilités dans la disparition des économies paysannes du monde.

6 ans plus tard, malgré sa mort, rien n'a changé.



En 2009, les paysans coréens vivent avec effroi l'ouverture programmée du marché du riz et l'effondrement des cours de cette céréale. Cette année, à l'occasion du 10 septembre, et en mémoire de Lee, ils se mobiliseront massivement derrière le slogan «Non à l'OMC, préservons le prix du riz!».

Préserver un prix rémunérateur est extrêmement difficile car de plus en plus, les multinationales contrôlent l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la production à la commercialisation. Détentrices des stocks mondiaux, elles spéculent sur les prix des denrées agricoles. Les prix flambent pour leur plus grand profit mais pour le plus grand malheur des consommateurs les plus pauvres, nouvelles victimes des politiques libérales de l'OMC qui favorisent les multinationales. Des paysans se suicident, des gens meurent de faim car ils ne peuvent plus s'acheter de quoi manger. Ces conséquences du libre échange prôné par l'OMC et les accords bilatéraux sont intolérables!

A cela viennent s'ajouter les impacts

écologiques de la libéralisation. Plus la nature, l'agriculture, l'alimentation sont marchandisées, libéralisées et commercialisées au quatre coins de la planète, plus il y a d'émissions de gaz à effet de serre. Une institution comme l'OMC et les accords bilatéraux de libre-échange sont de véritables dangers pour l'humanité et la planète.

Cette année, pour la Via Campesina, la commémoration de la mémoire de Lee a commencé dès le 3 septembre à l'occasion de la rencontre organisée à l'initiative du gouvernement indien pour relancer le cycle de Doha. Plus de 50'000 manifestants se sont retrouvés dans les rues de New Delhi. Forts de cette mobilisation, nous allons maintenir cet esprit de lutte dans les mois qui viennent.

Nous appelons tous ceux qui nous soutiennent à se joindre à nous et à organiser des actions pour dénoncer la brutalité du contrôle de l'économie par les multinationales. Plusieurs occasions se présentent à nous dans les mois qui viennent pour exiger de nos dirigeants des engagements concrets en faveur de la souveraineté alimentaire.

• **Le 16 octobre prochain**, la Via Campesina prendra part et organisera des actions contre la multinationale Monsanto qui continue à accaparer les terres et les semences, pourtant patrimoine de l'humanité (pour plus d'infos voir le site : <http://www.combat-monsanto.co.uk/>). Au Mexique, berceau de milliers de variétés de maïs, et où depuis mars 2008, une loi autorise la culture de maïs transgénique, il y aura des actions dans tout le pays et un forum international sera organisé. N'hésitez pas à communiquer à l'avance tous les autres projets d'actions contre Monsanto.

• **Du 16 au 18 novembre**, la Via Campesina sera présente avec une forte délégation au **Sommet Mondial de la FAO** sur la sécurité alimentaire à Rome. Ce sommet des chefs d'Etats est d'une importance cruciale car il adoptera très probablement les règles de fonctionnement de la nouvelle gouvernance mondiale pour les questions relatives à l'agriculture et à l'alimentation. Avant le Sommet, du 13 au 17 novembre, le Comité International de Planification pour la Souveraineté alimentaire (CIP), sous la responsabilité du comité de pilotage, organisera un Forum parallèle pour les organisations de la société civile. Ce Forum aura des espaces spécifiques pour les femmes, les jeunes et les peuples autochtones pour débattre des stratégies relatives à la souveraineté alimentaire vis-à-vis de la FAO. Il se terminera un jour avant le Sommet afin que les solutions proposées par la société civile pour sortir

de la crise soient présentées aux des chefs d'états.

• **Du 30 novembre au 2 décembre, se tiendra à Genève la Septième Conférence Ministérielle de l'OMC.** La Via Campesina était à Seattle, Cancun et Hong Kong, forte et déterminée. Elle sera aussi à Genève. Certes, vue la faiblesse actuelle de l'OMC, et le renouveau dans de nombreuses délégations, il y a peu de chance que la 7ème conférence produise des avancées déterminantes. Cette conférence est d'ailleurs officiellement présentée comme une rencontre d'évaluation générale du système commercial multilatéral et non pas comme une session de négociation. Mais, tout en disant cela, le G20, l'Inde, et le directeur de l'OMC multiplient les initiatives de rencontres pour tenter de faire aboutir en 2010 un cycle de Doha à bout de souffle. Tout au long des mois à venir et jusqu'à la conférence de fin Novembre, les organisations paysannes de la Via Campesina vont donc maintenir la pression sur leur gouvernement. En Inde par exemple, suite à la réunion de New Delhi et aux déclarations du ministre indien, le travail de mobilisation contre l'OMC et les accords bilatéraux de libre échange se poursuit dans tous les villages. Aux Etats Unis également, les organisations de la Via Campesina Amérique du Nord, préparent des actions contre la réunion du G20 prévue à Pittsburgh, du 23 au 25 septembre prochain.

• **Du 7 au 18 décembre, aura lieu à Copenhague**, la Convention Cadre des Nations Unies sur Changement Climatique (COP 15). Pour rallier Genève à Copenhague, le réseau Climat Justice Action, soutenu par de nombreux réseaux, organise une caravane auquel la Via Campesina participera. Il y a pour l'instant deux routes de prévue pour les bus avec des étapes en France, en Belgique et en Allemagne. Vous pouvez soutenir cette initiative en participant à l'accueil des étapes. A Copenhague, la Via Campesina participera avec tous les autres mouvements sociaux à la grande marche du 12 décembre. Nous organiserons des actions paysannes le 13 décembre et participerons aussi à la journée spéciale d'actions sur l'agriculture, prévue le 15 décembre. Par ailleurs, nous avons enregistré des ateliers sur la souveraineté alimentaire et co-organisons un forum avec la marche mondiale des femmes et les amis de la terre et la Global Forest Coalition. Les jeunes de Reclaim the fields seront également présents et actifs tout au long de la réunion de la COP 15 (plus d'infos sur le site : www.reclaimthefields.org)

La Via Campesina, 10 septembre 2009

UN TRAIN CONTRE LA FAIM - 16 OCTOBRE 2009

Un collectif romand composé d'organisations actives dans les domaines du développement et de la coopération - Alliance Sud, Pain pour le prochain, Action de Carême, EPER, Helvetas, Swissaid et la Déclaration de Berne - réalisera une action de sensibilisation dans le cadre de la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre prochain. Cette manifestation a pour objectif de sensibiliser la population helvétique aux enjeux décisifs du droit à l'alimentation des populations du Sud et de ses liens avec la conférence de Copenhague sur le climat, qui se déroulera en décembre. Le 16 octobre, les organisateurs de la manifestation inviteront les représentant-e-s des autorités politiques et économiques ainsi que les médias à traverser avec eux une partie de la Suisse romande en train, de Genève à Delémont. Des activités organisées ou soutenues par différents partenaires (FEDEVACO, FGC, UNITERRE, CETIM, FIAN, etc.) auront lieu dans les gares de Genève, Morges et Yverdon en amont du passage du train. La journée permettra aux organisations de présenter leurs principales revendications politiques et d'en débattre. Elle se conclura par une fête organisée à Delémont en collaboration avec le Collectif jurassien contre l'importation d'agrocarburants.

Uniterre est partie prenante dans les événements de Genève, Morges et Delémont (via le Collectif contre l'importation des agrocarburants).

Départ du train à Genève 13h14
Arrivée à Delémont: 15h18

Une étude sur le Jatropha: une aberration pour le Mozambique

Uniterre a soutenu avec de nombreuses autres organisations suisses, la réalisation d'une étude au Mozambique sur les problématiques qu'engendrent la production du Jatropha, utilisée pour la production d'agrocarburants. Elle a été réalisée par une ONG environnementale «Justicia ambiental» et par nos collègues de l'UNAC, l'Union des paysans mozambicains, membre de La Via Campesina. Ce cas du Mozambique et du Jatropha a été choisi en raison du fait qu'un projet d'usine d'agrocarburants, alimentée par du Jatropha mozambicain, est en discussion en Argovie. Plus: <http://www.uniterre.ch/Dossiers/commissionInt.html>

VHM

La gazette de la souveraineté alimentaire!

La souveraineté alimentaire est sur les feux de la rampe cet automne: dans les couloirs du Palais fédéral, à Berne avec la société civile, et à Genève.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION POUR ANCRER LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE DANS LA CONSTITUTION GENEVOISE

C'est fait!

Avec fierté, une petite délégation genevoise est allée remettre à la Présidence de la Constituante un texte muni de 1207 signatures en faveur de l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la future Constitution cantonale.

La délégation a été reçue par Mme Marguerite Contat-Hickel et M. Jacques-Simon Eggly, co-présidents de la Constituante.

Notre proposition sera étudiée par le bureau de la Constituante puis transmise à la commission ad hoc qui se déterminera sur l'opportunité d'introduire cette notion. Ensuite, le plénum validera ou non.

Il va s'en dire qu'avec 1200 signatures récoltées en 1 mois, nous espérons que le signal est fort pour une reconnaissance de ce concept.

Nous suivrons de prêt l'évolution du dossier.



Remise de la pétition aux co-président-e-s de la Constituante genevoise.

LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE REMIXÉE PAR LE CHOEUR DU CONSEIL FÉDÉRAL

Il est magnifique de découvrir dans le rapport des paiements directs que la souveraineté alimentaire est citée. Nous pourrions nous en réjouir... sauf que selon ce rapport:

«La souveraineté alimentaire désigne le droit, pour un peuple, un pays ou un groupe de pays, de définir lui-même sa politique agricole et alimentaire ou de déterminer lui-même comment les denrées alimentaires sont produites, et le droit à l'approvisionnement en propres denrées alimentaires, **pour autant que les accords internationaux qu'il a passés soient respectés**». On croit rêver! Voici une manière bien malhonnête de détourner la définition de la souveraineté alimentaire!

A aucun moment, pour les concepteurs de cette notion (La Via Campesina), il n'a été question de ne pas remettre en cause les accords internationaux. Si ceux-ci prônent un libre échange effréné il n'y a aucune raison de les conserver tel quel. Mieux, la souveraineté alimentaire remet justement en question la forme actuelle des échanges commerciaux internationaux.

Les accords commerciaux ne sont pas la Convention des Droits de l'Homme ou des Droits de l'Enfant ou les Conventions de Genève qui font partie du droit «contraignant», qui, en toute logique (bien que ce ne soit pas le cas), ne doivent pas être violés par tout Etat respectueux du Droit international.

Les accords commerciaux peuvent eux être amendés, corrigés, annulés si l'une ou l'autre partie estime qu'ils n'ont plus lieu d'être poursuivis sous cette forme.

Alors, chers rédacteurs du rapport sur les paiements directs, il faudrait revoir cette copie... car c'est du mauvais plagiat. Et faire croire aux concitoyens qu'un accord commercial équivaut à une Convention gravée dans le marbre, c'est un peu fort de café...

Valentina Hemmeler Maïga

FORUM SOUVERAINETE ALIMENTAIRE: 3 NOVEMBRE

Le Forum souveraineté alimentaire aura lieu à Berne, dans les locaux d'Unia, Weltpoststrasse 20 (de la gare tram n°3 direction Saali, arrêt Egghölzli). Pour nous faciliter l'organisation, nous vous remercions de vous inscrire à l'aide du talon ci-dessous ou par mail ou téléphone d'ici au **30 septembre**. Cette journée a l'appui actif de: Uniterre, l'autre syndicat, Unia, Agora, l'USP, FRC, SKS, ACSI, Longo maï, Bio Suisse, Bioforum, Lobag, Agrifutura, VKMB, plate-forme pour une agriculture socialement durable, le Sit et le soutien de l'Office fédéral de l'agriculture. Toutes les interventions seront traduites en français-allemand! **Il est important que les familles paysannes s'inscrivent pour donner le ton à l'événement. Programme complet sur www.uniterre.ch ou sur demande.**

Inscription au forum souveraineté alimentaire du 3 novembre 2009

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____ NP/Lieu: _____
Organisation: _____ Tél: _____
Mail: _____

Pré-inscription aux ateliers:

1^{ère} priorité: 2^{ème} priorité:
 Atelier 1 Atelier 2 Atelier 1 Atelier 2
 Atelier 3 Atelier 4 Atelier 3 Atelier 4

Participation financière:

Fr. 40.- par personne (repas inclus)
Ce montant sera encaissé en début de journée
Inscription: **jusqu'au 30 septembre 2009**
par mail: forumsouvalim@uniterre.ch
www.uniterre.ch
par fax: 021 617 51 75
par poste: Uniterre, av. du Grammont 9,
1007 Lausanne

Uniterre Vaud recherche des nouveaux membres pour le comité. Les comités des sections sont très importants pour les dynamiques locales et l'enrichissement du comité directeur. Intéressés: prendre contact avec Charles Bernard Bolay, 079 409 14 42.